

INTERVIEW DE PIERRE PRINGUET LES ECHOS DE LUNDI 21 OCTOBRE 2013

Le coup de semonce des grands patrons à Hollande

Les grands groupes français exhortent le chef de l'Etat à baisser les dépenses publiques. Une interview exclusive de Pierre Pringuet, le président de l'Afep.

La situation est grave. L'heure n'est plus à l'habileté mais au courage politique. » Dans un entretien aux « Echos », Pierre Pringuet, le président de l'Association française des entreprises privées (Afep), qui regroupe les cent plus grands groupes français, en appelle à François Hollande. Pour sortir la France de l'ornière, il faut, estime le patron de Pernod Ricard, « *une stratégie et un cap clairs* », qui passent, selon lui, par « *un programme global de réforme, concerté, permettant de diminuer les dépenses publiques de 20 milliards d'euros chaque année* ». Pierre Pringuet pose aussi un certain nombre de conditions pour qu'aboutissent à un résultat les Assises de la fiscalité devant se tenir d'ici à la fin de l'année, en principe. Il faut que celles-ci débouchent sur « *une diminution globale des prélèvements pesant sur les entreprises* », insiste-t-il. Avec comme objectif, à terme, de « *ramener le niveau d'imposition des sociétés à la moyenne européenne* ».

Pierre Pringuet : « L'heure n'est plus à l'habileté, mais au courage politique »

Les Echos - Nicolas Barré, Marie Bellan Etienne Lefebvre

Pierre Moscovici assure que la reprise est là, mais regrette la défiance des ménages comme des entreprises sur l'économie française. Comment expliquez-vous cette situation ?

Les Français sont désorientés et expriment un ras-le-bol fiscal. Les dirigeants d'entreprise disent exactement la même chose. Il y a aujourd'hui un problème de compréhension de la politique économique qui est menée. Il y a trop de zigzags. Il y a une instabilité juridique forte. Tout cela nourrit inmanquablement la défiance, qui peut conduire à l'exaspération.

Le virage amorcé il y a un an avec le pacte de compétitivité ne vous a pas convaincu ?

Après un début de mandature horrible pour les entreprises, le rapport Gallois a replacé la compétitivité au coeur du débat politique, et le crédit d'impôt compétitivité emploi, en dépit de ses imperfections, a été une très bonne mesure : il ne faut surtout pas le remettre en cause. L'accord sur l'emploi signé en janvier par les partenaires sociaux témoigne également d'une grande avancée. Et les Assises de l'entrepreneuriat ont permis de corriger la fiscalité catastrophique qui avait été votée sur les plus-values. Mais, dans le même temps, la profusion législative se poursuit avec des textes à visées politiques comme la loi Florange, qui brouillent complètement le message. Comment établir un lien de confiance quand des élus veulent sans arrêt remettre en cause le crédit d'impôt recherche que le président de la République a solennellement sanctuarisé ?

François Hollande reste constant dans sa volonté de réduire le déficit public...

Il y a une constance sur ce point, c'est vrai, et nous la soutenons. L'assainissement des finances publiques est absolument incontournable pour l'économie française, pour l'euro et pour l'emploi. Mais il est grand temps de revoir la méthode et les moyens. Gauche et droite ont agi presque exclusivement en relevant les impôts depuis quatre ans. Le budget 2014 prévoit une baisse de 1,5 milliard d'euros des dépenses de l'Etat : c'est sans précédent et j'en prends acte. Mais l'année prochaine, les dépenses publiques vont progresser de 20 milliards d'euros en valeur absolue et les prélèvements obligatoires de 25 milliards ! On ne peut pas continuer comme ça. Le noeud gordien de la politique économique de la France aujourd'hui, c'est de s'attaquer vraiment à la baisse des dépenses publiques. C'est le seul moyen de diminuer la pression fiscale tout en réduisant le déficit et donc d'engager un cercle vertueux de croissance. La Suède l'a fait, l'Allemagne l'a fait, le Royaume-Uni le fait. La dépense publique atteint 57 % du PIB en France, seul le Danemark se situe au-dessus. « *Vivons-nous mieux qu'il y a cinq ans, quand elle était à 52 % du PIB ?* » Cette question, c'est François Hollande lui-même qui l'a posée.

Le chef de l'Etat s'est engagé à ramener le taux de dépenses publiques à 54 % d'ici à 2017...

Je ne vois pas, dans les conditions actuelles, comment ce résultat pourrait être atteint. Et cela nous inquiète. On a raboté, gratté un peu partout, mais il n'y a pas de stratégie, de processus dynamique de réforme des politiques publiques. Au contraire, les occasions manquées s'accumulent. L'exemple des collectivités locales est parlant : la dotation de l'Etat est abaissée de 1,5 milliard d'euros, mais on leur permet de le compenser en relevant les droits de mutation. Quant à la réforme de la décentralisation, elle s'est engagée avec l'idée de spécialiser chaque niveau. Pour finir, le Parlement a rétabli la compétence générale pour toutes les collectivités ! Mais la plus grosse occasion manquée aura été la réforme des retraites. L'Afep a fait des propositions concrètes et, deux jours après, le Premier ministre a annoncé un projet consistant presque exclusivement à relever les cotisations. Nous n'avons pas été écoutés. Cette réforme est un miracle d'habileté, mais, au final, il n'y a pas de réforme.

La hausse des cotisations retraite est compensée pour les entreprises...

Il y a certes une diminution des cotisations familiales, mais ce milliard n'est pas financé par des économies et se retrouve dans le déficit de l'Etat. Donc, à l'arrivée, cela nécessitera des prélèvements d'une manière ou d'une autre.

Que demandez-vous à François Hollande ?

Une stratégie et un cap clairs. La situation est grave. L'heure n'est plus à l'habileté, mais au courage politique. L'an dernier, nous avons alerté le gouvernement et cela a abouti au Cice. Aujourd'hui, il faut à nouveau envoyer un signal très fort au pays, en lançant un programme global de réforme, concerté, permettant de diminuer les dépenses publiques de 20 milliards d'euros chaque année.

Le ministre du Budget garde une certaine rancune vis-à-vis du patronat...

Nous avons eu des discussions franches et ouvertes avec Bernard Cazeneuve et Pierre Moscovici. L'idée de supprimer des impôts sur le chiffre d'affaires, de diminuer le taux d'impôt sur les sociétés et de définir une nouvelle assiette fiscale, plus large, était intéressante au départ. Mais la somme des contraintes, et en particulier l'idée qu'il fallait dégager 2,5 milliards de plus, rendait l'exercice impossible. Pour finir, la proposition de l'exécutif se résumait à une taxe de 2,5 milliards sur l'excédent brut d'exploitation, qui aurait mené à des augmentations massives et insupportables pour de nombreuses entreprises. Donnons acte au gouvernement d'avoir abandonné son projet.

Pourquoi avoir accepté, dès lors, une hausse de 2,5 milliards de l'impôt sur les sociétés ?

L'Afep et le Medef ont pris leurs responsabilités en proposant une solution alternative : une surtaxe d'impôt sur les grandes sociétés. Mais avec deux conditions : qu'elle soit temporaire et qu'une réflexion globale soit engagée sur la fiscalité.

Des Assises sur la fiscalité sont annoncées : à quelle condition peuvent-elles réussir ?

Une diminution globale des prélèvements pesant sur les entreprises. Il n'est pas question pour l'Afep de se lancer dans un exercice consistant à répartir différemment une charge fiscale excessive. Celle-ci est en effet un lourd handicap pour l'attractivité du pays. Un tel exercice serait donc vain.

Au-delà de la baisse globale de la pression fiscale, quelle devra être la priorité des Assises ?

Ramener le niveau d'imposition des sociétés à la moyenne européenne. Il est aujourd'hui beaucoup trop élevé.

Quid du coût du travail ?

Attention à ne pas multiplier les sujets lors des Assises. Qui trop embrasse mal étreint. La diminution des charges pesant sur le travail reste bien sûr un objectif prioritaire, mais ce chantier doit être traité par la réforme du financement des régimes sociaux et donc par des économies à réaliser dans cette sphère. Le gisement est d'ailleurs considérable.

Où faut-il faire des économies ?

Sur l'assurance-maladie, sur les retraites - car le sujet se reposera forcément très vite -, sur l'assurance-chômage. Il ne s'agit pas de remettre en cause notre protection sociale, mais de la rendre supportable ; c'est le seul moyen de sauver le pacte social.

Michel Sapin a prévenu qu'il n'était pas question de réduire l'indemnisation des demandeurs d'emploi alors que le chômage est au plus haut...

Si, à chaque sujet, on referme la porte, la France ne s'en sortira pas. Notre système d'indemnisation est un des plus généreux au monde. La négociation relève des partenaires sociaux et elle aura lieu.

Des chefs d'entreprise vous demandent de durcir le ton vis-à-vis de l'exécutif. Allez-vous adresser un carton jaune à François Hollande ?

Vous me voyez sortir un carton jaune de ma poche ? A l'Afep, et j'en reviens à Ambroise Roux qui l'a portée sur les fonts baptismaux, nous sommes des adeptes du dialogue. Je ne vois pas d'autre solution. En lançant un appel à une grande réforme des politiques publiques, nous ne nous plaçons pas dans une logique politique mais dans une logique de concertation avec un double objectif : rétablir la compétitivité de la France et préserver notre modèle social.

Vos adhérents vous suivent-ils ?

Il y a une diversité d'opinions, mais le conseil d'administration de l'Afep est sur cette ligne de dialogue, à condition qu'il soit concret et constructif. Et c'est celle que j'incarne.